

Initiative pour une eau potable propre et Initiative pour une Suisse libre de pesticides de synthèse

Agrotec Suisse rejette les deux initiatives

Arguments contre l'initiative «pour une eau potable propre et une alimentation saine» et contre l'initiative «pour une Suisse libre de pesticides de synthèse».

Au cours des deux dernières années et demie, Agrotec Suisse a fourni des informations sur les deux initiatives qui seront soumises à votation populaire le 13 juin 2021. Notre dernière information se trouve dans notre revue spécialisée et nous vous invitons désormais à vous rendre aux urnes le 13 juin 2021 et aussi à mobiliser votre entourage.

L'essentiel en bref

- Agrotec Suisse rejette les deux initiatives extrêmes.
- Le 19 mars 2021, le Parlement a approuvé l'initiative parlementaire visant à réduire les risques liés à l'utilisation des pesticides.
- L'adoption des deux initiatives populaires entraînerait des risques incalculables pour la branche de la technique agricole.

beaucoup plus petites qu'il y a encore dix ans.

Si l'IEPP est adoptée, il y aura des exploitations agricoles «compatibles à l'IEPP» et «non compatibles à l'IEPP». Les exploitations compatibles continueront à recevoir des paiements directs et à s'engager dans une production biologique extensive.

Les exploitations non compatibles renonceront à respecter les prestations écologiques requises et à percevoir les paiements directs qui y sont associés. Pour que leur production reste plus ou moins rentable, elles devront intensifier considérablement leur production. Il est clair que les deux options déboucheront sur des pertes de revenus.

L'adoption de l'IEPP n'entraînera pas d'amélioration du secteur agricole et alimentaire.

Plus de 160'000 emplois sont menacés. La perte de ces emplois entraînerait des changements structurels majeurs, notamment dans les régions périphériques et de montagne, financièrement faibles.

Les consommateurs seront également perdants.

Les agriculteurs et leurs exploitations en amont et en aval ne sont pas les seuls à être directement concernés par l'IEPP. Les consommateurs devront débourser davantage pour acheter des produits suisses, ou s'en passer carrément car ils ne seront plus disponibles.

Un autre perdant sera la nature elle-même.

La Suisse n'a pas actuellement le type

Technique agricole responsable



www.agrotec-suisse.ch/fr/actualites/technique-agricole-responsable

Nous avons écrit et publié divers articles sur le thème d'une «Technique agricole responsable». Vous pouvez les consulter sur notre site web (voir code QR). Nous résumons ici pour vous les faits et arguments les plus importants.

L'IEPP n'a rien à voir avec l'eau potable
L'initiative «pour une eau potable propre et une alimentation saine (IEPP)» n'a rien à voir avec la préservation de l'eau potable. Elle vise exclusivement les paiements directs aux agriculteurs. Elle veut supprimer ces paiements pour toutes les exploitations qui utilisent des pesticides et achètent des aliments pour leurs animaux. Cela affecte également l'agriculture biologique.

L'eau potable en Suisse est-elle menacée ou contaminée ?
Non ! L'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires confirme que l'eau potable suisse est de bonne qualité. Toutefois, comme la technologie de contrôle de l'eau potable n'a cessé de s'améliorer au cours des dernières années, il est désormais possible de détecter des impuretés

Trinkwasserinitiative und die Initiative für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide

Agrotec Suisse lehnt beide Initiativen ab

Argumente gegen die Initiative «Für sauberes Trinkwasser und gesunde Nahrung» und gegen die Initiative «Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide».

In den vergangenen zweieinhalb Jahren hat Agrotec Suisse über die beiden Initiativen, die am 13. Juni 2021 vor das Volk kommen, informiert. An dieser Stelle setzen wir in unserer Fachzeitschrift den Schlusspunkt, und fordern Sie dazu auf, am 13. Juni 2021 an die Urne zu gehen und auch ihr Umfeld dafür zu mobilisieren.

Das Wichtigste in Kürze

- **Agrotec Suisse lehnt die beiden extremen Initiativen ab.**
- **Das Parlament hat am 19. März 2021 die Parlamentarische Initiative zur Verminderung der Risiken durch den Einsatz von Pestiziden angenommen.**
- **Die Annahme der beiden Volksinitiativen würde für die Landtechnikbranche nicht kalkulierbare Risiken bedeuten.**

kleinere Verunreinigungen festgestellt werden als noch vor 10 Jahren.

Sollte die TWI angenommen werden, wird es «TWI kompatibel» und «nicht kompatibel» Landwirtschaftsbetriebe geben. Die kompatiblen Betriebe werden weiterhin Direktzahlungen erhalten und eine extensive, biologische Produktion betreiben. Die nicht kompatiblen Betriebe werden auf den Ökologischen Leistungsnachweis und die damit verbundenen Direktzahlungen verzichten. Um ihre Produktion einigermaßen rentabel zu halten, werden sie die Produktion stark intensivieren müssen. Klar ist, dass mit beiden Varianten Einkommenseinbussen einhergehen.

Die Annahme der TWI führt nicht zu einer Verbesserung der Land- und Ernährungswirtschaft.

Mehr als 160'000 Arbeitsplätze sind gefährdet. Der Verlust dieser Stellen würde gerade in den finanzienschwachen Rand- und Bergregionen zu

einem starken Strukturwandel führen.

Auch die Konsumenten werden zu Verlierern.

Nicht nur die Landwirte und deren vor- und nachgelagerten Betriebe sind direkt von der TWI betroffen. Konsumenten müssten für Schweizer Produkte tiefer ins Portemonnaie greifen, oder ganz auf die Produkte verzichten, da diese nicht mehr verfügbar sind.

Eine weitere Verliererin wird die Natur selbst sein.

Eine stark intensive Produktion, wie sie in den europäischen Nachbarländern zu finden ist, kennt die Schweiz heute nicht. Durch den Wegfall des Ökologischen Leistungsnachweises könnte sich das rasch ändern.

Pestizid-Initiative ist noch krasser.

Nebst der TWI kommt am 13. Juni 2021 auch die Initiative «Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizi-

Verantwortungsvolle Landtechnik



www.agrotec-suisse.ch/de/aktuell/verantwortungsvolle-landtechnik

Wir haben verschiedene Artikel zum Thema «Verantwortungsvolle Landtechnik» geschrieben und veröffentlicht. Sie können diese auf unserer Homepage nachlesen (siehe QR Code). An dieser Stelle fassen wir die wichtigsten Fakten und Argumente für Sie zusammen.

TWI hat nichts mit Trinkwasser zu tun
Die Initiative «Für sauberes Trinkwasser und gesunde Nahrung (TWI)» hat mit Trinkwasserschutz nichts zu tun. Sie zielt ausschliesslich auf die Direktzahlungen der Landwirte. Sie will diese allen Betrieben streichen, die Pflanzenschutzmittel einsetzen und Futter für ihre Tiere zukaufen. Damit ist auch der Biolandbau betroffen.

Ist das Trinkwasser in der Schweiz gefährdet oder verunreinigt?
Nein! Das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen bestätigt, dass das Schweizer Trinkwasser von guter Qualität ist. Da sich die Technik zur Kontrolle des Trinkwassers in den letzten Jahren stetig verbessert hat, können aber heute viel



de production hautement intensive que l'on trouve chez nos voisins européens. La suppression des prestations écologiques requises pourrait rapidement changer la donne.

L'initiative sur les pesticides est encore plus extrême.

En plus de l'IEPP, l'initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse» sera également soumise au vote le 13 juin 2021. Cette initiative poursuit des objectifs encore plus extrêmes que l'IEPP. Elle veut interdire totalement les pesticides de synthèse dans l'agriculture et l'industrie alimentaire suisses.

La deuxième revendication: seules les denrées alimentaires produites sans pesticides de synthèse devraient être importées en Suisse. Cette demande est non seulement presque impossible à contrôler, mais elle constituerait également une violation des obligations OMC de la Suisse. Parce qu'elle ne peut être mise en œuvre, il y aurait une grande disparité entre les produits nationaux et les produits importés.

L'initiative «sans pesticides» rend également les aliments plus chers en Suisse.

Ces exigences supplémentaires augmentent les prix des denrées alimentaires et accentuent encore le rôle de la Suisse comme îlot de cherté. Le tourisme d'achat sera encore encouragé par la hausse des prix des denrées alimentaires. C'est toute l'économie suisse qui en pâtit.

Non seulement les aliments deviennent plus chers, mais leur disponibilité et leur durée de conservation diminuent également.

Les exigences des consommateurs en matière de qualité des aliments augmentent sans cesse. Cette tendance est en contradiction directe avec la revendication de l'initiative «sans pesticides». Sans l'utilisation de pesticides et de biocides (ceux-ci sont utilisés, par exemple, pour désinfecter les installations de production), la qualité et la quantité disponible des aliments diminueront.

Que se passe-t-il si les initiatives sont rejetées?

L'agriculture suisse est déjà sur la bonne voie. Au cours des dix dernières années, les ventes de produits phytosanitaires, qui ne peuvent être utilisés que dans l'agriculture conventionnelle, ont chuté.



Le 19 mars 2021, le Conseil national et le Conseil des États ont adopté l'initiative parlementaire « Réduire les risques liés à l'utilisation des pesticides », rendant ainsi contraignants les objectifs du plan d'action. Les objectifs sont les suivants:

- Réduire de 50% d'ici à 2027 les risques liés à l'utilisation de pesticides pour l'eau, l'eau potable et les habitats semi-naturels.
- Réduire les pertes d'éléments nutritifs.

L'initiative parlementaire n'est pas formellement un contre-projet indirect aux deux initiatives populaires. Cependant, elle leur coupe l'herbe sous les pieds et constitue une alternative raisonnable.

Conclusion

Si les initiatives sur l'eau potable et les pesticides sont adoptées:

- moins d'aliments suisses de haute qualité, sains et responsables seront produits.
- on importera davantage d'aliments dont la culture ne peut être contrôlée.
- les prix des denrées alimentaires nationales et du tourisme d'achat vont augmenter,
- la sécurité de l'approvisionnement diminuer,
- des places de travail vont disparaître—dans l'agriculture et l'industrie alimentaire et au-delà.

Si nous produisons moins sur des terres agricoles identiques ou même en diminution, nous devrons importer

davantage. Ce faisant, nous exportons le problème à l'étranger!

Werner Berger, domaine information et économie Agrotec Suisse ; Coopération: Thomas Teuscher

▪ 56'700 fois NON

- En parler aux amis, à la famille et aux connaissances... le bouche à oreille fournit les meilleurs résultats.

Agrotec Suisse compte près de 630 membres ayant en moyenne 6 collaborateurs, soit un total de 3780 personnes susceptibles de convaincre 15 personnes de leur entourage des effets négatifs de l'initiative au moyen d'informations objectives. Cela permet de comptabiliser 56'700 voix contre l'initiative. Nous pourrons ainsi arriver à quelque chose, pour l'agriculture et pour la technique agricole.

- **NON à l'initiative «Pour une eau potable propre» et à l'initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». OUI à une technique agricole responsable.**



de» zur Abstimmung. Diese verfolgt noch krassere Ziele als die TWI. Sie will synthetische Pestizide in der Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft gesamthaft verbieten. Die zweite Forderung: In die Schweiz dürfen nur noch Lebensmittel importiert werden, die ohne synthetische Pestizide produziert worden sind. Diese Forderung ist nicht nur fast nicht kontrollierbar, sie wäre auch eine Verletzung der WTO-Verpflichtungen der Schweiz.

Weil man sie nicht umsetzen kann, würde eine grosse Ungleichheit zwischen inländischen und importierten Produkten entstehen.

Auch die Pestizidfrei-Initiative verteuert die Lebensmittel in der Schweiz.

Die zusätzlichen Anforderungen erhöhen die Lebensmittelpreise und machen die Schweiz noch mehr zur Hochpreisinsel. Der Einkaufstourismus wird durch höhere Lebensmittelpreise weiter gefördert. Darunter leidet die gesamte Schweizer Wirtschaft.

Die Lebensmittel werden nicht nur teurer, auch die Verfügbarkeit und Haltbarkeit sinken.

Die Anforderungen der Konsumenten bezüglich Lebensmittelqualität

steigen stetig. Dieser Trend steht im direkten Gegensatz zur Forderung der Pestizidfrei-Initiative. Ohne den Einsatz von Pestiziden und Bioziden (diese werden zum Beispiel zur Desinfektion von Produktionsanlagen verwendet) werden die Qualität und die verfügbare Quantität der Lebensmittel sinken.

Was passiert, wenn die Initiativen abgelehnt werden?

Die Schweizer Landwirtschaft ist bereits auf dem richtigen Weg. In den vergangenen 10 Jahren sank der Absatz von Pflanzenschutzmitteln, welche nur in der konventionellen Landwirtschaft eingesetzt werden dürfen.

Am 19. März 2021 haben National- und Ständerat die parlamentarische Initiative «Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren» angenommen und dadurch die Ziele aus dem Aktionsplan verbindlich gemacht. Diese sind:

- Risiken durch den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln für Gewässer, Trinkwasser und naturnahe Lebensräume bis 2027 um 50 Prozent reduzieren.
 - Nährstoffverluste senken.
- Die Parlamentarische Initiative ist formell kein indirekter Gegenvorschlag zu den beiden Volksinitiativen.

Sie nimmt diesen aber den Wind aus den Segeln und ist eine vernünftige Alternative.

Fazit

Bei einer Annahme der Trinkwasser- und Pestizid-Initiativen werden:

- weniger qualitativ hochwertige, gesunde und verantwortungsvolle Schweizer Lebensmittel produziert
- mehr Lebensmittel importiert, welche im Anbau nicht kontrolliert werden können
- die Preise für einheimische Lebensmittel und der Einkaufstourismus steigen
- die Versorgungssicherheit sinken,
- Arbeitsplätze verschwinden – in der Land- und Ernährungswirtschaft und darüber hinaus

Wenn wir auf gleichbleibenden, oder sogar schrumpfenden Landwirtschaftsflächen weniger produzieren, müssen wir mehr importieren. Damit exportieren wir das Problem ins Ausland!

*Werner Berger, Ressort Information und Wirtschaft Agrotec Suisse;
Mitarbeit: Thomas Teuscher*

- **56'700 mal NEIN**
- **Freunde, Familie, Bekannte...**
- **Mund-zu-Mund-Werbung zeigt die beste Wirkung.**

Agrotec Suisse hat rund 630 Mitglieder mit durchschnittlich 6 Mitarbeitenden. Das sind 3780 Personen, die 15 Personen aus ihrem persönlichen Umfeld mit sachlichen Informationen von den überwiegend negativen Auswirkungen der Initiative überzeugen können. Das ergibt 56'700 Stimmen gegen die Initiative. Damit können wir etwas erreichen – für die Landwirtschaft, für die Landtechnik.

- **NEIN zur «Trinkwasserinitiative» und zur Initiative «Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide» – JA für verantwortungsvolle Landtechnik**